

Ollscoil na hÉireann, Gaillimh GX 1702
National University of Ireland, Galway

Summer Examinations, 2003/2004

Exam Code(s)	<u>2CL121</u>
Exam(s)	<u>2nd Corporate Law</u>
Module Code(s)	<u>LW 213</u>
Module(s)	<u>Legal French</u>
Paper No.	<u>1</u>
Repeat Paper	<u>Special Paper</u>
External Examiner(s)	<u>Dr Jane Mc Kee</u>
Internal Examiner(s)	<u>Sophie Cacciaguidi-Fahy</u>

Instructions: Answer all questions

Duration	<u>3hrs</u>
No. of Answer Books	<u>1</u>

Requirements:

Handout	<u></u>
MCQ	<u></u>
Statistical Tables	<u></u>
Graph Paper	<u></u>
Log Graph Paper	<u></u>
Other Material	<u>No Dictionary Allowed</u>

No. of Pages	<u>2 +1</u>
Department(s)	<u>Law</u>

1. Traduction (20 marks)

Traduisez le texte suivant en français :

Article 247 (ex Article 188b) :

1. The Court of Auditors shall consist of 15 Members.
2. The Members of the Court of Auditors shall be chosen from among persons who belong or have belonged in their respective countries to external audit bodies or who are especially qualified for this office. Their independence must be beyond doubt.
3. The Members of the Court of Auditors shall be appointed for a term of six years by the Council, acting unanimously after consulting the European Parliament. The Members of the Court of Auditors shall be eligible for reappointment. They shall elect the President of the Court of Auditors from among their number for a term of three years. The President may be re-elected.
4. The Members of the Court of Auditors shall, in the general interest of the Community, be completely independent in the performance of their duties. In the performance of these duties, they shall neither seek nor take instructions from any government or from any other body. [...]
- [...]
9. The provisions of the Protocol on the privileges and immunities of the European Communities applicable to the Judges of the Court of Justice shall also apply to the Members of the Court of Auditors.

2. Traduction (20 marks)

Traduisez le texte suivant en anglais :

Dans son principe la loi Le Chapelier prévoit que chacun peut commercer et l'accès aux activités commerciales est libre. Toutefois ce principe souffre de quelques exceptions. En effet la loi exige que le commerçant soit majeur et l'article 2 du code de commerce dispose que « le mineur, même émancipé, ne peut être commerçant ». Il convient également de protéger les majeurs incapables, c'est-à-dire toute personne dont les facultés mentales ou corporelles sont affectées. Les régimes principaux d'incapacité sont la tutelle ou la curatelle. Les incompatibilités ont pour but de protéger l'intérêt général. Ainsi certaines personnes en raison de leur profession ne peuvent exercer une activité commerciale, qui serait incompatible avec leur fonction, par exemple : les fonctionnaires publics civils et militaires, les officiers ministériels et auxiliaires de justice (huissier, notaires etc.).

3. Etude de cas (20 marks)

Lisez le passage suivant, puis rédigez une étude de cas en répondant aux questions ci-dessous :

Les salariés de l'entreprise S.A. Suma que dirige M. Alfred Stoeckel, une société spécialisée dans le conditionnement de cassettes vidéo, était d'accord avec la proposition de la direction : travailler la nuit. Cette offre leur avait été faite dans le cadre de l'entreprise qui devait faire face à la concurrence japonaise. Dans un souci d'égalité, l'entreprise, en accord avec tous les syndicats, sauf la CGT, avait offert les postes de nuit aux femmes, comme aux hommes.

A la suite d'une visite de l'inspecteur du travail le 28 octobre 1988, à une heure du matin, heure à laquelle 77 femmes travaillaient sur des automates de montage, le directeur de l'usine a été poursuivi pour infraction à l'article L 213-1 du code du travail français devant le tribunal de police d'Illkirch. Par jugement du 4 octobre 1989, ce dernier, en application de l'article 177 du traité CEE, envoie le dossier à la Cour de Justice européenne pour lui demander d'interpréter l'article 5 de la directive 76/207/CEE du Conseil, du 9 février 1976, relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, et les conditions de travail (JO L 39, p . 40).

LA COUR, statuant sur la question à elle posée par le tribunal de police d'Illkirch, dit pour droit que l'article 5 de la directive 76/207/CEE du Conseil, du 9 février 1976, est suffisamment précis pour créer à la charge des États membres l'obligation de ne pas poser en principe législatif l'interdiction du travail de nuit des femmes, même si cette obligation comporte des dérogations, alors qu'il n'existe aucune interdiction du travail de nuit pour les hommes.

- Quelle est la nature du recours porté devant la CJCE ?
- Décrivez-en brièvement la procédure.
- Quelles sont les conditions de recevabilité de cette action ?
- Qui a agi auprès de la Cour ?
- Sur quel fondement (principe juridique) ?
- Quelle est la décision prise par la CJCE ? Commentez.
- Quelles sont les différences entre une action en annulation et une action en réparation ?

4. Dissertation (40 marks)

Discutez de l'un (1) des sujets suivants :

a) Identifiez et comparez les caractéristiques du régime exécutif en France et en Irlande.

OU

b) Le fonctionnement, les compétences et l'impact de la Commission européenne.

OU

c) La diversité des sources du droit en France et en Irlande : Les sources écrites, les sources non écrites et la jurisprudence.

OU

d) Les administrations territoriales en France et le principe de la décentralisation.